



HAL
open science

La guerre, une histoire économique, politique et écologique sans fin

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. La guerre, une histoire économique, politique et écologique sans fin. Capitalisme et guerre, Economistes contre la Course aux Armements, Jun 2023, Grenoble, France. hal-04170411

HAL Id: hal-04170411

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-04170411>

Submitted on 25 Jul 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La guerre, une histoire économique, politique et écologique sans fin.

Jacques Fontanel

Conférence « Economistes contre la Course aux Armements »

Grenoble, 30 Juin 2023

La guerre est rarement abordée telle qu'elle par les économistes, même si la notion de guerre économique est devenue de plus en plus présente dans l'actualité. De manière synthétique, il existe trois grandes conceptions de la guerre chez les économistes. Les mercantilistes insistent sur la recherche de puissance de l'Etat faisant ainsi référence aussi à la guerre économique, la pensée libérale pour laquelle l'économie de marché est un facteur de paix, et l'analyse marxiste qui accuse le capitalisme de développer une lutte des classes, une exploitation du prolétariat et l'impérialisme, notamment guerrier. Le « fin de l'histoire » de Fukuyama a fait long feu, avec la permanence du militarisme, la puissance du secteur militaire au service d'intérêts particuliers, les guerres territoriales sans cesse renouvelées et les crises écologiques à venir. La résistance du capitalisme aux guerres et aux crises économiques montre la capacité d'adaptation de ce système, qui n'est fondamentalement ni guerrier ni pacifique, lorsque la pénurie n'est pas généralisée. Aujourd'hui, le mode de vie de la modernité se heurte au réchauffement climatique, à la pénurie de ressources naturelles et sans doute à une récession à laquelle l'homme moderne n'est pas préparé. Les guerres « écologiques » sont à redouter. Alors que l'économie de marché est aujourd'hui dominante, elle ne pourra pas empêcher les conflits d'intérêt vitaux qui vont rapidement se poser monde face à la résistance des ceux qui profitent du système sans égard pour l'avenir des générations futures. La guerre, sous toutes ses formes (civile, économique, interétatique, mondiale), prendra une place déterminante dans l'avenir de l'humanité.

The mercantilists emphasize the State's quest for power, thus also referring to economic warfare; liberal thinking, for which the market economy is a factor of peace; and Marxist analysis, which accuses capitalism of developing class struggle, exploitation of the proletariat and imperialism, particularly war. Fukuyama's "end of history" has come a long way, with the permanence of

militarism, the power of the military sector in the service of particular interests, and territorial wars constantly renewed. Capitalism's resistance to war and economic crisis demonstrates the adaptability of this system, which is fundamentally neither warlike nor peaceful, when scarcity is not generalized. day, the modern way of life is coming up against global warming, the scarcity of natural resources and, no doubt, a recession for which modern man is not prepared. Ecological" wars are to be feared. While the market economy is dominant today, it will not be able to prevent the vital conflicts of interest that will rapidly arise in the face of resistance from those who profit from the system without regard for the future of generations to come. War, in all its forms (civil, economic, interstate, global), will play a decisive role in the future of humanity.

Mots clés : guerre, capitalisme, guerre économique, guerre écologique, paix

war, capitalism, economic war, ecological war, peace

L'analyse économique de la guerre est clairement fondée sur des réflexions philosophiques rarement exprimées telles qu'elles. Le mercantilisme proposait la recherche systématique de la puissance du Prince, afin d'éviter la dépendance économique et engager un rapport de force économique et social aux souverains voisins, souvent jugés comme des ennemis. La pensée classique proposait une paix de long terme grâce au développement du commerce national et international dans le cadre d'un libre-échange, le « doux commerce » de Montesquieu, facteur essentiel d'une paix mondiale favorisée par les intérêts croisés de chaque pays concerné dans la réalisation de l'échange et des interdépendances nécessaires et optimales. Le capitalisme qui s'installait devenait un instrument de développement économique, mais aussi de paix entre les Etats, Pour l'analyse libérale, le capitalisme favorise le commerce international, ce qui réduit les tensions politiques et géostratégiques entre les Etats, tout en conduisant progressivement vers une prospérité économique et sociale de tous les pays. Ces analyses sont souvent reprises aujourd'hui, sans précautions, pour valider l'effet pacifiste d'un capitalisme de plus en plus inégalitaire. Or, elles oublient volontiers les analyses complètes de ces économistes classiques, notamment :

- la condamnation des monopoles, de l'esclavage et de la colonisation d'Adam Smith,

- la loi de la population de Malthus considérant la guerre comme un moyen de réduire la surpopulation au regard de la capacité de production des biens nécessaires à la survie collective et

- l'état stationnaire proposé par Ricardo selon laquelle à terme le développement économiques s'évanouira car les ressources de la Terre s'épuiseront du fait de son utilisation massive.

Or, les monopoles de fait se développent dans le monde d'aujourd'hui, les pays dits du Sud n'ont pas encore trouvés une politique collective de réparation au colonialisme et à l'esclavage, en un siècle la population s'est accrue d'un multiple proche de 4 conduisant à l'essor des besoins collectifs et individuels à satisfaire et à l'accroissement des pollutions. La question d'un développement économique sans limite mais par étapes, est aujourd'hui posée, dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique

L'analyse marxiste, inspirée par le courant de pensée pessimiste » des classiques britanniques, ont aussi mis en évidence un système interne d'exploitation de l'homme par l'homme dans le cadre de l'économie capitaliste, et de l'essor de l'impérialisme dans les rapports interétatiques, ce qui devait normalement conduire à une révolution engagée par le prolétariat en vue de mettre en place un socialisme égalitariste et aux guerres entre les Etats dominés par la

protection d'une bourgeoisie exploiteuses pour se libérer de la tutelle des grandes puissances colonialistes. Si les marxistes et socialistes insistent sur les comportements impérialistes des Etats désireux d'accroître leur puissance, les analyses néo-classiques font de la paix le résultat de l'exercice libre des marchés et de la concurrence. En outre, la guerre est onéreuse à court terme, elle suppose en endettement public à long terme qui réduit le potentiel de croissance développée par l'initiative privée.

Depuis les origines de l'analyse économique libérale, avec l'école classique, le coût de la guerre est dénoncé.

L'échange international est un facteur de paix, le doux commerce de Montesquieu. Pour les économistes, la guerre est un système de prédation, mais en cas d'échange entre tous les pays du monde, le meilleur système est alors instauré puisque la prédation ne peut pas venir d'un pays ouvert commercialement car la guerre deviendrait trop onéreuse dans le cadre d'application des coûts comparatifs. L'une des questions les plus souvent évoquées est celle du poids de la dette qui pèsera sur le pays lorsque la paix reviendra, si l'emprunt, qui semble inévitable, finance la guerre. Au-delà de la question des dépenses publiques et de la dette induite, les économistes libéraux ont analysé les guerres comme coûteuses et contre-productives, en raison de la perte de capital humain, des destructions, de la perturbation des échanges et de l'augmentation du personnel militaire improductif. Cependant, les guerres et leur préparation ne sont pas toujours considérées comme des dépenses improductives.

- D'abord, par la dissuasion, elles évitent les conflits guerriers d'ennemis impressionnés les forces militaires adverses disponibles.

- En outre, John Maynard Keynes lui-même avait présenté les dépenses militaires improductives comme un instrument possible de croissance économique. Effectivement, la préparation à la guerre peut stimuler temporairement l'activité économique, mais d'autres dépenses publiques seraient plus utiles socialement, avec des effets économiques positifs à plus long terme, comme les travaux publics.

- Enfin, les dépenses militaires consacrées à la recherche-développement offrent parfois de nouveaux débouchés économiques susceptibles d'être utilement applicable à l'économie civile.

Le passage de l'économie politique à la science économique a progressivement déconnecté les analyses formalisées de toutes les formes de conflits entre les Etats ou à l'intérieur des Nations. Il témoigne de l'importance accordée encore aujourd'hui, sans jamais le spécifier, à la « main invisible » et aux analyses néo-classiques libérales qui valorisent toujours l'intérêt personnel et l'Etat gendarme comme bases fondamentales et optimales de la vie économique.

Pourtant, le XXe siècle les conflits et des guerres se sont constamment invitées dans l'histoire des hommes et la dernière guerre entre la Russie et l'Ukraine en est une manifestation témoignant de la « folie » des hommes. Le fonctionnement des systèmes politiques, des autocraties à la démocratie, conduisent à des conflits, souvent d'abord économiques ou politiques (recherche de la puissance), qui s'inscrivent ensuite dans les guerres de destruction et de domination.

Aujourd'hui, un nouveau courant, profondément concerné par le réchauffement climatique et l'écologie s'interroge sur la capacité d'un capitalisme tourné vers le seul intérêt individuel à prendre en compte les questions de la survie de l'humanité à plus long terme. Alors que l'école libérale défend la thèse d'une paix durable grâce au libre-échange et même à celle de la fin de l'histoire (Fukuyama, 1993), les théoriciens marxistes ou les économistes avertis prédisent des conflits internationaux majeurs entre et à l'intérieur des pays capitalistes, qui pourraient conduire à l'effondrement du système actuel du libre-échange, mais aussi à des conditions physiques, économiques et sociales catastrophiques pour l'ensemble de l'humanité.

Le capitalisme est normalement traversé par des comportements opposés, contradictoires, parfois toxiques entre les différents acteurs, la solidarité de fait ne sert qu'à cacher l'exploitation des très riches à l'encontre de toutes les autres couches sociales, alors même que la Terre dans son ensemble souffre du réchauffement climatique, de l'océan de plastiques et de la pollution qui touche tous les biens naturels (eau et air notamment). Le capitalisme pur et dur n'existe plus, si jamais il a existé, car la plupart des hypothèses retenues par les analyses économiques négligent profondément toutes les questions relatives au patrimoine naturel et aux dégâts provoqués par la course vers un profit privatisé qui offre plus de moins-values que de plus-values collectives. Le rôle collectif des pouvoirs publics peut exercer une influence déterminante, mais celui-ci peut être aussi dirigé ou commandité par des groupes d'intérêts privés, des lobbyistes, capables de conduire des « guerres économiques » privées sous couvert d'actions publiques par le contrôle des Etats ou leurs actions sur les instances internationales de régulation.

Quelles sont les causes de la guerre dans les économies libérales de la « fin de l'histoire »

Pour Hegel, la violence des révolutions et des guerres est une étape nécessaire dans le processus de transformation des sociétés. Friedrich List et l'école historique allemande ont également mis en évidence l'importance du patriotisme et l'utilité économique de la guerre dans certaines circonstances, pour

renforcer la puissance nationale sur la scène mondiale, mais aussi pour libérer une population nationale de la puissance directe ou indirecte d'intérêts étrangers dans la vie politique et économique d'un pays. Karl Marx a évoqué le cosmopolitisme de l'école libérale, particulièrement préjudiciable aux intérêts du prolétariat, puisqu'elle retarde ainsi l'aggravation des contradictions internes du capitalisme. La guerre peut avoir des vertus pour la défense des intérêts nationaux. Cependant, le nationalisme économique n'a pas disparu avec le développement du capitalisme et la diffusion du libéralisme n'a pas permis d'éviter les grandes guerres et les crises économiques. À cet égard, ils insistent aussi souvent sur les vertus de la guerre pour la promotion de l'intérêt national. Les analyses du lien entre guerre et capitalisme sont très différentes selon l'angle théorique choisi. Le capitalisme n'a jamais été « pacifique », même en l'absence de guerre militaire.

- *La démocratie n'est pas une garantie de paix, pas plus que la diffusion mondiale du libre-échange.* L'idée d'une paix démocratique est aujourd'hui souvent revendiquée, mais elle n'est pas si réalisable compte tenu du fait que les Etats du monde sont plus souvent dirigés par des dictatures et que les pays démocratiques à l'occidentale sont eux-mêmes gangrenés par des luttes de pouvoir favorables sur le long terme à ceux qui disposent des moyens d'information médiatiques et d'une proximité avec les pouvoirs publics gangrenés par le lobbying commercial et électoral. En 1915, Veblen mettait en évidence la tendance des sociétés capitalistes modernes, de type anglo-saxon, à devenir plus pacifiques, en raison de la prédominance des intérêts commerciaux sur les intérêts dynastiques. Au contraire, les sociétés dynastiques (comme le Japon ou l'Allemagne) restaient, selon lui, caractérisées par des habitudes mentales spécifiques héritées de l'ère féodale, qui valorisent les conflits militaires et les politiques mercantilistes. A long terme, le modèle de société dynastique devrait normalement disparaître et être remplacé par le modèle moderne, mais cette analyse n'est pas déterministe. Même dans les "sociétés modernes", les tendances bellicistes ancrées dans l'inconscient collectif sont susceptibles de refaire surface à tout moment, conduisant ainsi au pouvoir des dirigeants favorables aux conflits armés. Les paramètres socioculturels doivent être pris en compte.

- *Pour les tenants du libéralisme, la mondialisation économique ouvre des opportunités sans précédent de croissance illimitée.* L'intervention minimale de l'Etat dans le domaine économique conduit au respect de la théorie de l'Etat gendarme, celui qui organise les conditions d'un réel libre-échange. Les modèles contemporains ont prolongé la tradition libérale en liant le développement du commerce et la paix entre les peuples. Francis Fukuyama dans sa théorie de la « fin de l'histoire » conforte cette analyse qui s'accompagne aussi de la théorie du ruissellement, les inégalités produisant à terme, des flux économiques favorables à l'ensemble de la société. Dans ce contexte, la guerre est rendue possible par l'existence des sociétés non libérales, donc anticapitaliste. La solution aux conflits

et guerres se trouve dans l'extension de la mondialisation néolibérale. La théorie de la paix démocratique considère les organisations multilatérales comme essentielles pour organiser les marchés et leur fournir les règles nécessaires à leur fonctionnement sans prendre en compte les revendications illégitimes des États. Dans une perspective keynésienne, le capitalisme est pacifique tant qu'il n'y a pas de problèmes économiques majeurs. Mais en cas de crise économique majeure, la situation peut rapidement dégénérer en conflit international. Pour John Maynard Keynes, en luttant contre les autocraties, les démocraties prennent le risque de l'apparition d'une quasi dictature imposée par l'état de guerre, laquelle reste historiquement toujours plus ouverte à la permanence des conflits armés.

- *Le concept de « pax democratica » associé à celui de la « pax America » est souvent implicitement ou explicitement énoncé. Cette théorie considère que la démocratie va se diffuser dans le monde entier par un effet de contagion, le processus étant initié par l'action d'une puissance américaine hégémonique. La puissance militaire américaine favorise la diffusion du modèle démocratique (y compris par l'intervention directe dans le pays) et la stabilité des démocraties existantes. Cette théorie ne s'inscrit pas dans la tradition antimilitariste de l'orthodoxie libérale. Elle suppose que sous le couvert de la puissance militaire américaine en fonction de gendarme international, les systèmes démocratiques ne se font pas la guerre et sont intrinsèquement pacifiques, sauf face aux pays « rebelles » (rogue states) qui prônent d'autres valeurs philosophiques, politiques et économiques plutôt réductrices des libertés individuelles. L'importance des dépenses militaires dans l'endettement croissant des États-Unis n'est pas négligeable, mais le militarisme et les opérations extérieures servent aussi à maintenir la puissance économique américaine. Au-delà de la question de l'approvisionnement en pétrole et de l'aide à la recherche et au développement grâce au budget de la défense, c'est le rôle des États-Unis en tant que superpuissance mondiale incontestée qui est aujourd'hui en jeu au regard de son attractivité économique et financière et de l'efficacité du « soft power ».*

- *L'idée d'un pacifisme intrinsèque dominant dans les démocraties est contestable. Kenneth Galbraith a mis en évidence l'importance déterminante du secteur militaire aux États-Unis, ainsi que l'application systématique des politiques clairement mercantilistes sur les marchés mondiaux inspirées par Hamilton avec un discours libéral emprunté à Jefferson. Washington intervient constamment pour renforcer la puissance nationale sur les marchés mondiaux par l'application d'un « soft power » efficace et un soutien ciblé par des subventions ou, si nécessaire, des formes de protectionnisme spécifiques en arguant ainsi les nécessités de la sécurité nationale. Sur ce principe, le contrôle des actions publiques n'est pas assuré par la population, mais par les classes dirigeantes. La menace extérieure est exagérée et utilisée pour renforcer le pouvoir de l'establishment militaire. Les liens entre les membres du Congrès et les entreprises*

d'armement sont étroits, notamment dans le cadre du financement des campagnes électorales et de l'emploi local. Le militarisme et la guerre résultent donc d'un échec de la démocratie américaine. Le complexe militaro-industriel inscrit sa force et son empreinte dans le développement économique national, notamment dans le domaine de la recherche-développement. Il cherche aussi à manipuler l'opinion publique en vue de développer les budgets de la défense nationale pour la faire adhérer à une politique étrangère parfois protectrice ou progressive, mais souvent préjudiciable à l'intérêt général. Sur ce point, Veblen (1915) a pu montrer en son temps que la politique dirige en dernier ressort l'opinion publique et lorsqu'elle est belliqueuse les points de conflits conduisent parfois à la guerre.

Pour Schumpeter, il n'y a pas de bénéfices économiques significatifs du militarisme ou de la guerre, y compris dans l'émergence d'innovations majeures, car le succès du capitalisme repose sur l'action des chefs d'entreprise et l'innovation, et non à l'intervention de l'État. Contrairement à l'innovation, les guerres, les conquêtes territoriales et les conflits sur les matières premières ont peu d'impact sur le changement économique. Cependant, le désintérêt de la "bourgeoisie" pour la politique étrangère et la montée en puissance de l'État vont progressivement affaiblir l'esprit du capitalisme et réduire le soutien de l'opinion publique au régime démocratique, ouvrant ainsi la voie à l'arrivée au pouvoir de chefs militaires charismatiques. Un autre scénario conduit à la transformation progressive du capitalisme en socialisme, en raison de l'interventionnisme croissant de l'État. Or, les guerres sont des périodes qui favorisent cette montée en puissance de l'État dans l'économie, avec un effet de cliquet qui fait que lorsque la paix revient, l'État ne se désengage pas complètement. Dans cette analyse, les guerres peuvent être à la fois la conséquence et la cause de la disparition de l'esprit du capitalisme dans les pays industrialisés.

Aujourd'hui, une grande partie de la production militaire repose sur des technologies duales, de plus en plus de produits utilisés par les forces armées étant également commercialisés pour un usage civil grâce à une interaction accrue entre la recherche militaire et la recherche civile, comme cela a été le cas dans les domaines des télécommunications, de l'intelligence artificielle ou de l'économie numérique aux Etats-Unis. L'idée selon laquelle le capitalisme conduit à la paix est donc contestée, parfois par les néo-classiques eux-mêmes, même si ceux-ci trouvent les causes dans les ambitions politiques des gouvernements et les politiques économiques de type mercantilistes conduites par les Etats (Fontanel, Hébert, Samson, 2008). Pour les tenants de cette analyse, le capitalisme ne garantit pas la paix, mais n'appelle pas non plus à la guerre ; c'est le système politique qui est la variable déterminante de la guerre ou de la paix. L'influence du secteur militaire dans le monde capitaliste est encore très importante aujourd'hui. Pour les libéraux, une réduction substantielle de l'intervention de l'Etat, de la fiscalité et des dépenses publiques, réduirait les incitations à la guerre,

en diminuant le pouvoir économique du secteur militaire, notamment en matière d'emploi et de technologies. A cette perspective s'opposent les défenseurs de l'interventionnisme, selon lesquels le capitalisme ne peut survivre qu'en limitant les excès du marché par des politiques sociales et des régulations permettant d'éviter une crise économique majeure susceptible de fragiliser le système. Ainsi, John Maynard Keynes a prôné le développement de l'interventionnisme pour surmonter la Grande Dépression des années 1930 et il a réfuté l'idée que le libéralisme économique soit synonyme de paix internationale. En cas de crise économique d'un pays et de ses alliés, la situation peut être l'occasion d'une dégradation des rapports politiques et économiques internationaux favorable à l'essor des comportements bellicistes. Keynes estime que le modèle libéral n'est pas plus adapté à son époque, car la sortie des capitaux et la spécialisation internationale nuisent à l'efficacité de la politique économique nationale en offrant prise à l'essor de l'impérialisme économique des Etats et des monopoles privés. Il en résulte une étroite dépendance de l'économie nationale à l'égard des politiques économiques étrangères fluctuantes et parfois dominante.

Le capitalisme est-il un facteur de guerre ?

Pour Jean Jaurès (1895), *le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage*. Le capitalisme organise les classes sociales, conduisant l'opprimé à se révolter. En outre, il établit une compétition entre les grandes puissances mondiales en vue de limiter, au plan national, les effets délétères pour les possédants de cette exploitation ouvrière. Vilfredo Pareto (1897) considérait que le système parlementaire favorise la spoliation des classes laborieuses par les classes supérieures, elles-mêmes soutenues par le secteur militaire, lequel signale et met en évidence l'importance de la cohésion nationale face aux menaces étrangères, ce qui limite les revendications sociales des plus démunis. Pour Karl Marx (1848), une guerre impérialiste est une occasion pour la « bourgeoisie » d'accroître le degré d'exploitation des travailleurs nationaux et d'éviter un conflit national de guerre civile dans le cadre d'une révolution (« le grand soir »). Dans ce contexte, la guerre implique une mobilisation des travailleurs nationaux, notamment si les prolétaires du monde entier ne sont pas capables de refuser cette guerre fomentée par une bourgeoisie qui veut conserver à la fois son pouvoir sur l'Etat et accroître indéfiniment ses richesses, au détriment des prolétaires.

- *Derrière le contexte de lutte pour la liberté dans le monde, le capitalisme promeut un impérialisme qui n'évite pas toujours les confrontations armées*. Cette puissance revendiquée et acquise sur d'autres sociétés constitue une solution pour les crises économiques récurrentes qu'il secrète, eu égard à une surproduction programmée (trop d'offres de biens et services sur le marché face à une demande d'importance plus faible du fait de salaires insuffisamment élevés), à une inégalité

croissante des richesses, à une régulation économique fondée sur des crises conjoncturelles et structurelles particulièrement coûteuses et à une insatisfaction et l'essor des frustrations des consommateurs et citoyens qu'il faut savoir contrôler, en bénéficiant de l'exploitation de nouveaux espaces économiques et politiques. Dans ces conditions, l'Etat le plus puissant militairement peut indirectement dominer d'autres espaces économiques à des fins de réduction des tensions internes.

- *Pour les marxistes, l'explication réside dans la volonté de la "bourgeoisie" de préserver ses intérêts sur le marché mondial.* Pourtant, l'histoire a montré que l'action des États et des organisations internationales influençait l'évolution des relations internationales, limitant la possibilité d'interprétations trop déterministes. Mais la question de savoir si le capitalisme lui-même crée les conditions de la crise et donc de la guerre reste. Elle se pose aujourd'hui avec une acuité nouvelle, alors que les pénuries de ressources naturelles semblent aggraver le risque de futures tensions internationales. Pour l'analyse marxiste, le conflit international est avant tout une conséquence de la guerre des classes. Les contradictions internes du mode de production capitaliste liées à la surproduction et à la baisse tendancielle du taux de profit ne peuvent être, à court terme, résolues que par l'ouverture de nouveaux débouchés à l'extérieur, avec le commerce international ou le développement colonial. Les pays capitalistes au stade de l'impérialisme ne peuvent que s'engager dans des guerres fratricides, en raison de la concurrence pour les marchés extérieurs. Les guerres interviennent lorsque des changements apparaissent dans la hiérarchie économique internationale, en raison des disparités dans les taux de croissance économique nationaux. L'enjeu concerne la répartition des marchés extérieurs entre les différentes puissances impérialistes, l'accès aux sphères protégées de capitaux d'investissement et la disponibilité des sources de matières premières. En cas de rareté relative, la confrontation armée entre les grandes puissances impérialistes est inévitable, elle marquera le début d'une révolution sociale.

- *Le rôle des guerres dans les cycles économiques du capitalisme est en effet une question largement débattue.* Ainsi, Nikolaï Kondratiev (1935) explique que les guerres résultent de phases d'expansion économique dans les pays capitalistes avancés, ce qui crée une demande supplémentaire de matières premières et de nouveaux marchés, avec des tensions internationales accrues. Au niveau national, cette croissance économique exacerbe également les contradictions économiques internes au système capitaliste, créant les conditions d'une instabilité politique, susceptible de créer une situation de guerre mondiale aux effets destructeurs considérables. Pour Hilferding (1910), le capitalisme favorise le pouvoir croissant des entreprises multinationales et des investissements étrangers, sous le contrôle accru de l'Etat et des forces militaristes. Le développement à long terme de la taille des entreprises et l'internationalisation de leurs activités devraient conduire

à un accord entre les intérêts capitalistes les plus puissants, au-delà des frontières nationales, en vue de maintenir une politique coloniale et un contrôle économique et politique du reste du monde. Les organisations économiques internationales modernes confirment partiellement cette hypothèse, elles réduisent la probabilité de conflits ouverts entre les puissances capitalistes, sans pour autant empêcher, si leurs intérêts sont concernés, les conflits périphériques destinés à étendre leurs zones d'influence. En 1995, l'Organisation Mondiale du Commerce met en évidence la création d'un marché ou de marchés mondiaux sur la base de règles définies de libre-échange, à l'exclusion de quelques exceptions, comme les secteurs militaires et agricoles, les processus d'intégration ou le soutien aux pays en développement, notamment (Fontanel, 1995).

- *La théorie marxiste de la sous-consommation a été l'un des points d'appui moderne de l'analyse du militarisme.* Pour Paul Baran et Paul Sweezy (1968), les dépenses militaires servent à absorber le surplus économique créé par le capitalisme monopolistique. La course aux armements s'inscrit ainsi dans la logique du capitalisme qui cherche, par l'application de dépenses improductives, à maintenir un équilibre entre la production et la demande effective. Le surplus peut être absorbé par la consommation des capitalistes ou les dépenses publiques civiles, mais les dépenses militaires sont plus efficaces. Le désarmement n'est pas compatible avec le capitalisme. Cette perspective marxiste du militarisme comme facteur de stabilisation du système capitaliste. Cette hypothèse a aussi été évoquée par le rapport sur « l'utilité des guerres », préfacé par J.K. Galbraith (1967), qui indiquait que la confrontation systémique et la peur des menaces des ennemis éventuels donnait à l'économie américaine la possibilité de se développer par l'exercice de rapports de force internes et extérieurs favorables à l'ensemble de l'économie nationale.

- *Dans ce contexte, pour la plupart des économistes non marxistes, la guerre et la menace de guerre ne sont pas des menaces directes à la survie du capitalisme.* Pourtant, les augures du monde moderne s'inquiètent tous des rapports entre les hommes entre eux et face à la nature. La guerre pourrait survenir comme la conséquence de l'épuisement du modèle économique de la globalisation et de la mondialisation exacerbées. D'autre part, le réchauffement climatique extrême ne peut plus être évité ou contrôlé sans de puissantes interventions des pouvoirs publics, lesquels commencent à prendre conscience de la destruction progressive des ressources de la Terre, sans pour autant, aujourd'hui, être capables de « reprendre la main », pour faire payer au prix réel toutes les productions économiques qui conduisent à des effets délétères sur la vie sur Terre, jusqu'à des formes d'extinction.

Le capitalisme en crise, les rapports de puissance entre les Etats et des firmes multinationales

Les guerres et les crises ont ponctué l'histoire du capitalisme depuis ses origines. Même si les accords internationaux et les institutions ont limité le risque de guerre dans la période contemporaine, ce risque ne peut être considéré comme définitivement écarté, surtout en période de crise économique et de bouleversement de la hiérarchie des puissances. L'histoire a montré que l'interdépendance économique n'est pas une garantie de paix mondiale. La guerre ou la menace de guerre oblige à réévaluer le modèle économique actuel et montre la nécessité d'adopter de nouvelles normes, voire un nouveau mode de production, pour que le capitalisme puisse à nouveau surmonter ses contradictions internes. Depuis 1980, inégalités à l'intérieur des pays croissent, mais les mécontentements prennent parfois des tours inquiétants.

Les pays du Sud s'engagent résolument vers d'autres formes de gouvernance, majoritairement autocratiques. Ils revendiquent un meilleur partage des richesses et souhaitent que les pays colonialistes et esclavagistes des siècles derniers soldent enfin leur énorme dette que la force militaire des pays européens ont historiquement contactés à leur égard. En outre, le système mondial prôné par l'OMC reste très favorable aux pays les plus riches et aux entreprises multinationales. Le libre-échange n'est pas aussi libre que son nom pourrait l'indiquer, au regard des situations de quasi monopoles de certains pays concernant des matières premières de grande nécessité ou des produits de haute technologie. Dans ce contexte, le quasi monopoleur ou les oligopoleurs exercent un pouvoir excessif sur leurs acheteurs potentiels, notamment lorsque ceux-ci n'ont pas d'autres sources d'approvisionnement. Le pétrole n'est pas un marché libre, tout comme l'économie de l'information de haute technologie. Dans ce contexte, les conflits et guerres économiques entre Etats sont toujours latents rejetant ainsi l'idée kantienne selon laquelle l'humanité progresse inexorablement vers la pacification des relations internationales.

Les guerres n'ont pas disparu avec l'extension du capitalisme dans le monde et leur occurrence à l'avenir devrait être plus fréquente, compte tenu des tensions croissantes sur les ressources naturelles et des changements dans la hiérarchie des puissances économiques. Est-ce que le capitalisme mondial est dans la phase descendante d'un cycle long, qui exigerait de nouvelles règles et institutions, mais le pouvoir des grandes puissances et des firmes multinationale, toujours croissant, s'oppose toujours à l'émergence de nouveaux modes d'organisation économique. Une guerre mondiale pourrait à terme résulter de la crise économique provoquée par l'épuisement du mode de régulation capitaliste, du fait de l'aggravation progressive des tensions internationales. La crise économique actuelle soulève également de nombreuses questions sur la pérennité d'énormes déséquilibres structurels (endettement du Nord, excédents commerciaux des pays émergents) et d'une finance mondiale excessive et de plus

en plus vulnérable. La fin de la guerre froide a ramené les conflits civils au premier plan des préoccupations géopolitiques. La croissance démographique excessive a souvent été considérée comme un facteur de risque dans certaines régions, dans une perspective très malthusienne. Les préoccupations environnementales sont ainsi devenues centrales, mais les actions des Etats et des entreprises sont très insuffisantes, car le maintien d'un capitalisme destructeur des autres formes d'organisation s'impose dans les instances mondiales. Enfin, la pénurie de ressources naturelles constitue un obstacle décisif à la paix capitaliste

Aujourd'hui, la refonte du système capitaliste devrait être à l'ordre du jour. Le capitalisme n'est pas équivalent au libéralisme, il peut s'adapter au contrôle de l'Etat. La résistance du capitalisme aux guerres et aux crises économiques montre la capacité d'adaptation de ce système, qui n'est fondamentalement ni guerrier ni pacifique, lorsque la rareté n'est pas généralisée. Cependant, les acteurs dominants maintiennent leur pouvoir que leur a justement conféré cette économie de marché fondé sur l'intérêt individuel et le profit. Compte tenu des hypothèses faites par les économistes libéraux, de nombreuses variables patrimoniales ont été abandonnées et aujourd'hui la question des pollutions au niveau mondial n'est toujours pas suffisamment prise en compte. Pour engager un processus contre le réchauffement climatique, la mise en avant de l'intérêt individuel et du seul profit se heurtent à une action collective par laquelle il ne s'agit plus d'utiliser tous les biens de la terre de manière gratuite car la rareté de l'air ou de l'eau purs commencent à se poser dans nombre de pays. En ce sens, la guerre de la Russie et Ukraine semble déjà une perception obsolète des relations internationales, en omettant complètement les dangers concernant la survie même de l'humanité d'ici à 2100. La guerre des ressources rares peut devenir violentes, d'autant plus que la pollution concerne l'ensemble du monde entier. La décarbonation énergétique ne peut se réaliser sans remettre en cause des intérêts financiers considérables et la qualité de la vie des pollueurs, qu'ils soient des firmes multinationales ou des Etats.

La question se pose d'une décroissance, devant la nécessité de remettre en cause un système de production très consommateur de biens autrefois gratuits et qui deviennent suffisamment rares pour ne plus les considérer comme tels. En outre, les variables économiques ne peuvent pas prendre en compte toutes les dimensions des inconvénients d'une prise en compte d'indicateurs de performance économiques devenus, de fait, obsolètes, concernant, notamment la valeur ajoutée et le PIB (Guilhaudis, Fontanel, 2019) ou le profit (qui n'est pas allégé par les coûts sociaux afférents à l'usage polluant de biens naturels gratuits devenus de plus en plus rares ou de qualité altérée). La question se pose aujourd'hui pour les nouvelles générations au regard de l'augmentation considérable de la population mondiale qui accroît l'exploitation excessive des ressources de la Terre. Pour Malthus, la guerre et l'insécurité restent favorisées

par la surpopulation et le contrôle de la population est une condition préalable à la paix. Cette théorie contredit l'optimisme de tous les idéalistes qui voient l'humanité progresser inexorablement vers la paix et la prospérité économique. La pression démographique entraîne une pénurie de ressources naturelles, ce qui peut provoquer des conflits civils, en raison des tensions sociales qui en découlent et qui exacerbent les divisions religieuses, ethniques ou sociales. Cette idée que la croissance mondiale n'est pas durable est contestée par ceux qui pensent que l'humanité peut s'adapter à une pénurie de ressources, grâce au progrès technologique.

L'utilisation d'armes économiques vise à exercer des actions coercitives à l'encontre d'un ou de plusieurs États. Il existe plusieurs armes ou rapports de force dominants, tels que l'embargo, le boycott, le blocus, le gel des avoirs et des investissements, les sanctions secondaires (notamment l'extraterritorialité des sanctions imposées par les États-Unis) et les cyberattaques, qui perturbent d'autant plus l'économie d'un pays que celui-ci est impliqué dans un vaste processus de mondialisation. Les armes "obliques" sont devenues essentielles dans la manifestation de la puissance politique, économique et humanitaire des États. Les États déclarent s'engager dans des procédures économiques coercitives afin de contraindre le pays cible à renoncer à une action politique ou militaire jugée inacceptable. Plusieurs stratégies peuvent être mises en place, de l'appauvrissement par des efforts de préparation à la guerre violente, en passant par des stratégies de rupture internationale ou de punition, ou encore de domination externe et de contrôle interne. Par exemple, les "terres rares" permettent de produire de l'électricité propre et sont nécessaires aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. Elles présentent cependant trois inconvénients : d'abord, elles sont disponibles en quantités limitées par rapport à la demande potentielle ; ensuite, leur extraction est à la fois coûteuse et très polluante. Enfin, la plupart de ces métaux sont mal répartis dans le monde, au grand bénéfice de la Chine, qui en tire parti.

L'idée de restreindre le rythme de la croissance économique mondiale pour réduire l'épuisement des ressources naturelles est exclue par les institutions internationales telles que le FMI, la Banque mondiale et l'OCDE, qui ont combattu les conclusions déjà anciennes mais toujours d'actualité du Club de Rome (1970) sur les limites de la croissance. L'idée d'une diminution de la croissance économique des pays du Nord pour compenser la demande en ressources naturelles liée à la croissance accélérée des pays émergents n'est quasiment jamais retenue, malgré la tendance croissante à la raréfaction de l'environnement et aux conflits induits dans les pays en développement. Les pénuries économiques et énergétiques sont des enjeux stratégiques qui influencent fortement la probabilité des guerres. Les sanctions et les guerres économiques concernent les pays qui ne

répondent pas aux normes internationales ou fixées par l'Hégémon, les actes économiques devenant ainsi des armes de guerre (Fontanel, 2019).

La guerre, les nouvelles raretés et l'éventualité des guerres écologiques

Le réchauffement de la Terre constitue un danger pour la vie humaine, mais les Etats ne peuvent combattre ce fléau sans l'appui des autres Etats. Il convient alors de limiter les consommations fossiles et les comportements consuméristes. Cependant, les Etats et les lobbies restent fondamentalement concentrés sur leurs pouvoirs et leur profits immédiats. Aucune autorité internationale n'a l'autorité pour convaincre les Etats d'éviter la catastrophe à venir. En matière d'environnement, les frontières n'existent pas et l'effort d'un groupe, d'une entreprise ou d'un Etat peut être contrarié par les intérêts mineurs et cupides des autres acteurs. Le processus de transformation conduit à des luttes d'intérêt. Au niveau des Etats, les pays moins développés ne souhaitent pas se voir imposer des normes que les pays développés n'ont pas eu à respecter dans le cadre de leur propre développement. Les taxes sur les émissions de dioxyde de carbone, comme moyen efficace pour réduire les émissions de CO₂, touchent directement les consommateurs, notamment les moins fortunés. Il en ressort que ces actions écologiques ne peuvent pas être prises *ceteris paribus*, elles impliquent une politique sociale pour soutenir les agents défavorisés par une décision environnementale juste. Les acteurs privés en compétition ne peuvent accepter facilement les discriminations nationales au regard des exigences environnementales souvent considérables d'un pays à un autre. La « main invisible du marché » n'est pas égalitaire de territoires en territoires, de collectivités à collectivités.

Pour combattre le réchauffement climatique, il est nécessaire de réduire drastiquement les sources énergétiques du pétrole et du gaz. Si les cours actualisés des installations solaires et éoliennes sont encore supérieurs à ceux des énergies fossiles, il faut accepter de rendre à la nature une priorité par rapport aux seules valeurs économiques de l'instant, en acceptant une réduction importante de la croissance économique. Dans ces conditions, les Etats exportateurs de pétrole subiraient le poids de leurs actifs bloqués, dont l'utilisation éventuelle dans les périodes futures ne pourra être engagée que si la question de la décarbonation trouve un jour une solution scientifique. Les investisseurs institutionnels pourraient d'ores et déjà en capacité de retirer leurs fonds pour les engager en faveur des sur les énergies vertes. Le changement rapide ne peut se faire que si les intérêts des citoyens d'aujourd'hui et de demain prévalent sur ceux des grandes firmes multinationales. C'est une nouvelle société à construire, moins énergivore, moins polluante, fondé moins sur la propriété que sur l'accès aux services dans le cadre d'une économie circulaire et collaborative, avec la mise en place de réseaux intelligents à faibles coûts environnementaux.

Or, avec la théorie du ruissellement, les oppositions aux politiques de lutte contre le réchauffement climatique continuent à s'exprimer, avec la crainte d'une décroissance et d'un chômage massif. Le démantèlement progressif des infrastructures bloquées peut soulever d'importants différends sociaux, en résulte un changement des sources de richesse, des rapports de force politiques et économiques, qui peuvent être propices à de larges mouvements sociaux et à des tensions entre les Etats, qui pourraient conduire à des révolutions, mais aussi à des guerres économiques ou armées entre les Etats. La Chine a l'ambition de conserver son rôle de leader mondial des énergies renouvelables, elle émet déjà des « obligations vertes » en faveur d'une « civilisation écologique » et elle contrôle de nombreuses « terres rares » si utiles aux technologies modernes. Dans ce contexte, avec les Etats-Unis, les deux pays les plus polluants du monde peuvent imposer le rythme de cette transformation des sources énergétiques, en fonction d'intérêts économiques de court terme. Les tensions entre les pays pollués et les pays polluants vont sans doute s'accroître dans les années à venir et de venir une source de conflits éventuellement guerriers.

Dans la situation d'urgence climatique d'aujourd'hui, il est nécessaire de développer les nouvelles infrastructures d'une troisième révolution industrielle fondée sur l'économie numérique. Or, celle-ci présente aussi des dangers concernant la neutralité de son apport économique, politique et philosophique. Elle peut donner lieu à de nouvelles formes d'insécurité provoquée par la monopolisation des données, l'essor de la cybercriminalité, du cyber terrorisme et de la cyber guerre. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a proposé un nouveau « deal écologique » pour relancer l'économie mondiale vers de nouvelles formes de croissance moins délétères pour la vie sur Terre, mais il pose la question de la soutenabilité et de la stabilité d'un tel système face aux processus de production d'aujourd'hui, efficace à court terme mais producteur de catastrophes naturelles inévitables et coûteuses. La globalisation (Fontanel, 2005) crée des réseaux interconnectés de plus en plus fragiles et dépendants d'opérateurs privés peu intéressés par l'intérêt collectif et d'Etats autocratiques ou ploutocrates.

Le changement de technologie va déprécier la valeur des actifs existants. Le coût à payer à court terme est énorme. Cette troisième révolution conduirait à immobiliser 100.000 milliards de dollars d'actifs pétroliers ou gaziers. Les « actifs bloqués » vont poser d'immenses problèmes aux sociétés qui en disposent, car ils constituent un élément essentiel de leurs richesses et de leurs revenus. Les investissements pour les gazoducs risquent de devenir des actifs bloqués compte tenu de leur coût à long terme et des oppositions environnementales. Aux Etats-Unis, les Fonds de pension détiennent au moins 20 % des fonds propres et 40% des titres des sociétés américaines. La jeune génération, avertie des dangers climatiques, veut savoir où les investissements sont effectués, face à la réticence

des gestionnaires de fonds qui préfèrent les retours rapides sur investissement aux placements socialement responsables peu rentables dans l'immédiat. Des améliorations technologiques peuvent être un recours important. En moyenne, aux États-Unis, 86% de l'énergie de la deuxième révolution industrielle ont été perdus en cours de transmission (Rifkin, 2019).

En 2018, un rapport de la Banque mondiale a mis en avant les inconvénients considérables d'un affaiblissement volontariste de la communauté internationale concernant l'utilisation des sources énergétiques non renouvelables sur les pays et les firmes qui en sont producteurs et exportateurs. (Lange, et al., 2018). Dans ce contexte, une guerre informationnelle sera conduite par les producteurs publics et privés d'énergies carbonées. Les investissements pour les gazoducs risquent de devenir des actifs bloqués compte tenu de leurs coûts à long terme et des oppositions environnementales, mais de mégaprojets sont aujourd'hui encore prévus par les États et les firmes multinationales. C'est pourquoi, pour éviter les conflits de la guerre économique, il est nécessaire que les énergies renouvelables deviennent rapidement plus rentables économiquement, malgré la concurrence déloyale des systèmes d'extraction des énergies non renouvelables qui ne paient pas leurs effets polluants sur l'ensemble de la planète. Les investissements socialement responsables (ISR) ne sont pas encore prioritaires dans l'esprit et les intérêts des acteurs économiques, car il est difficile aujourd'hui encore, en termes de compétition de s'engager dans le fameux « Doing Well by Doing Good » de Benjamin Franklin.

L'imminence des dérèglements climatiques va exercer des effets considérables sur le secteur économique et financier mondial. L'objectif pourtant devrait être, d'abord, de « sauver la vie sur Terre ». L'objectif de la survie n'est pas vraiment de réduire les émissions polluantes, il faut les éliminer. « La catastrophe a ceci de terrible que non seulement on ne croit pas qu'elle va se produire, mais qu'une fois produite elle apparaît comme relevant de l'ordre normal des choses » (Dupuy, 2004). Pour la mise en place des objectifs de survie, il faut mettre les biens communs mondiaux au-dessus de toutes les accumulations privées et des intérêts étatiques de court terme.

Les raisons des guerres modernes vont sans doute se concentrer sur les raretés relatives des biens de première nécessité ou nécessaires aux technologies modernes mais aussi sur les émissions polluantes et leur acceptation sociale ou internationale. La philosophie optimiste fondée sur la capacité du progrès techniques et des innovations conduisent à considérer que chaque génération utilise le potentiel économique de la Terre monde comme il l'entend, sans s'interroger sur l'héritage laissé aux autres générations, lesquelles devront trouver elles-mêmes les solutions de leur propre survie. Cependant, le problème réside fondamentalement dans les crises économiques, écologiques et politiques qui vont

se succéder et favoriser les affrontements entre les hommes et entre les États. Les guerres « écologiques » ne sont pas encore effectives, mais elles peuvent être rapidement d'actualité.

Toutes les analyses économiques ont parié sur la fin de la guerre, en mettant en avant les conditions nécessaires à la paix. Pour les libéraux, la « fin de l'histoire » de l'économie de marché et de la démocratie était programmée avec l'effondrement de l'Union soviétique. Pour les marxistes, la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme et de la lutte des classes constituait une ouverture vers un monde pacifié. Entre temps, la guerre est admise pour que les conditions de la paix libérale ou socialiste soient satisfaites. La guerre est ainsi engagée au nom de la paix. Le même type de raisonnement sera sans doute exercé pour sauver l'humanité de ses propres pollutions qui rendent de plus en plus difficiles les conditions de vie naturelles des hommes sur Terre.

Bibliographie

- Baldwin, D.A. (1985), *Economic Statecraft*, Princeton, Princeton University Press
- Baran, P., Sweezy P. (1968). *Le capitalisme monopoliste*, Maspero, Paris, 1968
- Boyer R. (1986). *Théorie de la régulation, une analyse critique*, Paris, La Découverte.
- Brunat, E., Fontanel, J. (2023), *When Mercantilism Upsets Neo-Classical Liberal Thinking, the Pandemic Covid-19 as a Revelation*. Disaster Management. Global pandemic. Jan 2023. Binghamton, USA. hal-03999929
- Colard, D., Fontanel, J. Guilhaudis, J-F. (1981), *Le désarmement pour le développement*. Fondation pour les études de défense nationale, 1981.
- Coulomb, F., Bensahel, L., Fontanel, J. (2005), The concepts of economic war and economic conflicts in a global market economy. *Arms, War, and Terrorism in the Global Economy Today* 13, LIT Verlag,
- Coulomb, F., Fontanel, J. (2012). *War and Capitalism. The marketing of war in the age of neo-militarism*, 59, Routledge.,
- Coulomb F., Fontanel J., (2006), Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale.” *La question politique en économie internationale*, La Découverte. 2006.
- Dupuy, J-P. (2004), *Pour un catastrophisme éclairé*, Le Seuil.
- Fontanel, J. (1979), *Ecologie, économie et plurigestion*. Ed. Entente. Paris.
- Fontanel, J., Tinbergen, J. (1993). *Economistes de la paix*. Presses universitaires de Grenoble
- Fontanel, J. (1995), *Organisations Economiques Internationales*, Masson, Paris.
- Fontanel, J, Gaidar, E.T. (1998), *L'avenir de l'économie russe en question*, Presses Universitaires de Grenoble.
- Fontanel, J., Arrow, K., Klein, L., & Sen, A. (2003). *Civilisations, globalisation et guerre*. PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Fontanel J. (2005). *La globalisation en analyse*. Paris, L'Harmattan, HAL,
- Fontanel J., Hébert, J-P., Samson, I. (2008) “The Birth of the Political Economy or the Economy in the Heart of Politics : Mercantilism”, *Defence and Peace Economics*, 19; 5.
- Fontanel, J. (2014), *Le commerce international est-il un facteur de paix? Politique Etrangère*, janvier.

- Fontanel, J. (2019), Différends, conflits et guerres économiques. PSEI, *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*, n° 11
- Fontanel, J. (2023), Economies en guerre et guerres économiques, Université Populaire de Montélimar . May. Hal-04105526.
- Fukuyama F. (1993) *The end of history and the last man*, London, Penguin, 1993.
- Galbraith J.K. (1967), *La paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres*, Paris, Calmann Levy, 1984.
- Galbraith, J.K. (1967). "Le pouvoir économique autonome, une vue économique", in Jacques Fontanel *Economistes de la paix*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.
- Guilhaudis, J-F., Fontanel, J. (2019), Les effets pervers de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales. *Annuaire Français des Relations internationales*,
- Hilferding R. (1910). *Finance Capital*. London, Routledge and Kegan Paul, 1981.
- Jaurès, J. (1895) Discours, Assemblée Nationale, Paris, 7 mars.
- Kaysen, C. (1990), Is war obsolete? *International Security*, Vol.14, n°4
- Keynes, J.M. (1939) "Will Rearmament Cure Unemployment?" *The Listener* (1 June 1939).
- Kondratiev N.D. (1935) "The long waves in economic life", *The Review of Economic Statistics* (17 Nov. 1935) 105-115.
- Lange, G-M, Wodon, Q., Carey, K. (2018) *The Changing Wealth of Nations 2018 ; Building a Sustainable Future* , World Bank, Washington.
- Lénine V. (1971) *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Editions Sociales, 1971.
- Moggridge, D., ed. *The Collected Writings of John Maynard Keynes*, London: Macmillan, and New York: Cambridge University Press, for the Royal Economic Society, Vol. XXI, 1982
- Pareto V. (1996-97) *Cours d'économie politique*, Genève, Oeuvres Complètes, Droz, T 7.
- Reveuny Rafael (2002). « Economic growth, environmental scarcity, and conflict », *Global Environmental Politics*, 2; 1 (2002).
- Rifkin, Jeremy (2019), *Le New Deal Vert Mondial*, Editions « Les Liens qui libèrent ».
- Say J-B. (1972) *Traité d'économie politique*, Paris, Calmann Levy, 1972.
- Smith A. (1776). *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*. London, 1776. London, Methuen and Co., Ltd., ed. Edwin Cannan, Fifth édition, 1904.
- Veblen T. (1915). *Imperial Germany and the industrial revolution*, New York, Augustus M. Kelley, 1964.